

Immatriculations de SARL au capital inférieur à 7 500 € Selon les dispositions prévues par la Loi sur l'Initiative Economique

Octobre 2004

L'Observatoire porte un regard attentif sur les SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €, immatriculées au Registre du commerce de Paris depuis le 6 août 2003 ¹. L'Observatoire analyse l'évolution économique et juridique de ces entreprises, en observant notamment leurs capacités financières et leurs éventuelles difficultés.

Repères chiffrés

Les immatriculations de SARL progressent de 2% en octobre 2004 (au regard de septembre 2004). Elles représentent 29,6% des créations de SARL, tous montants en capital confondus. Ces nouvelles sociétés exercent majoritairement une activité de conseil aux entreprises (soit 34,5%).

Profil des SARL créées en octobre :

Les dirigeants de ces nouvelles SARL d'octobre disposent de davantage de fonds :

- Ils ont créé leur entreprise avec un capital social moyen de 2 350 €, en hausse de 12,5% par rapport à septembre 2004
- Ils sont plus nombreux, soit 41,4%, à domicilier leur entreprise dans un local commercial. Les domiciliations dans le local d'habitation du dirigeant ne représentent plus désormais que 28,6% des entreprises (en baisse de 7 points au regard de septembre 2004).

En revanche, les créateurs d'octobre ont sollicité ou obtenu peu de prêts bancaires pour louer ou acquérir un local commercial.

Evolution des SARL créées depuis le 1^{er} août 2003 :

En octobre, les SARL à libre capital commencent à connaître des difficultés :

- 6 d'entre elles sont endettées auprès de l'Urssaf (dont 3 ont connu des incidents de paiement en octobre)
- 10 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire, dont 9 pour le seul mois d'octobre.

Le taux de disparition des SARL à libre capital atteint 2,09% en octobre ², soit +0,5% par rapport à septembre 2004.

¹ 1^{er} août 2003 : date d'entrée en vigueur de la loi pour l'Initiative Economique, qui offre aux créateurs d'entreprises la faculté de constituer une SARL avec un capital social libre.

² Ratio créations/radiations au 31 octobre 2004.

1- Immatriculations de SARL au Registre du commerce parisien en octobre 2004 : hausse de 2,01% par rapport à septembre 2004

406 SARL à libre capital social se sont immatriculées au Registre du commerce en octobre 2004, soit une hausse de 2,01% au regard de septembre 2004. Ces entreprises représentent une proportion de 29,6% des créations de SARL en octobre, tous montants en capital confondus.

En octobre 2004, 25,5% des nouveaux entrepreneurs sont des femmes, contre 74,5% d'hommes. La proportion des femmes chefs d'entreprise subit une baisse de 2,5 points par rapport à septembre 2004.

Immatriculations mensuelles de SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €

	Mois	Nombre d'immatriculations de SARL au capital inférieur à 7 500 €	Nombre total d'immatriculations de SARL au Registre du commerce	% par rapport au nombre total d'immatriculations de SARL au Registre du commerce (RCS)	
2003	Août	14	826	1,69 %	
	Septembre	81	1 160	6,98 %	
	Octobre	175	1 704	10,27 %	
	Novembre	210	1 291	16,27 %	
	Décembre	333	1 573	21,17 %	
2004	Janvier	316	1 456	21,70 %	
	Février	398	1 678	23,72 %	
	Mars	426	1 757	24,25 %	
	Avril	393	1 848	21,20%	
	Mai	397	1 325	29,96%	
	Juin	464	1 650	28,12%	
	Juillet	467	1 491	31,32%	
	Août	113	363	31,13%	
	Septembre	398	1 402	28,39%	
	Octobre	406	1 370	29,63%	
	Total		4 591	19 890	23,08%

2- Capital de départ en hausse : 2 351 € en moyenne pour les SARL à libre capital immatriculées en octobre.

Davantage d'entreprises se constituent avec un capital compris entre 3 000 et 7 000 € (en hausse de 12,9 points)

En octobre les SARL se sont constituées avec un capital social moyen de départ en hausse de +12,5% au regard de septembre 2004.

Fait marquant du mois, les entreprises disposant d'un capital compris entre 3 001 et 7 000 € sont beaucoup plus nombreuses en octobre. Elles concernent 35,9% des SARL à libre capital, soit une hausse de 12,9 points au regard de septembre 2004.

Autres observations :

En baisse :

- Les SARL disposant d'un capital social d'un euro, qui représentent 3,5% des entreprises, en baisse de -2,5 points par rapport à septembre 2004.
- Celles avec un capital compris entre 2 et 500 € (11,9% des entreprises, en baisse de -6,5 points au regard de septembre 2004)
- Les entreprises disposant d'un capital compris entre 1 000 et 3 000 € (22,1% des SARL, en baisse de 1,5 point)

Stables :

- Les SARL avec un capital se situant entre 500 et 1 000 € (26% des entreprises du mois)

Répartition des immatriculations de SARL par tranches de capital social

Répartition par tranches de capital social	Nombre d'immatriculations en septembre 2004	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations en septembre 2004
1 €	13	3,34%
2 € à 100 €	28	7,20%
101 € à 500 €	18	4,63%
501 € à 1 000 €	104	26,74%
1 001 € à 3 000 €	86	22,11%
3 001 € à 7 500 €	140	35,99%
Total	389	100%

NB : 17 SARL se sont constituées avec un capital social variable.

3- Domiciliation des entreprises : 41,4% des dirigeants louent ou acquièrent un local commercial en octobre (+8 points au regard de septembre 2004)

En octobre, les nouveaux dirigeants ont majoritairement choisi de domicilier leur entreprise dans un local commercial. Cet indicateur peut être mis en corrélation avec la hausse du capital social, qui tend à prouver que les nouveaux créateurs d'octobre disposent de davantage de fonds pour démarrer leur activité.

30,05% des dirigeants ont choisi une domiciliation commerciale pour leur entreprise, en baisse de 3 points par rapport à septembre. Ils ne sont plus que 28,6% à exercer leur activité à domicile, soit une diminution de 7 points au regard du mois précédent.

Répartition des SARL au capital inférieur à 7 500 € par type de domiciliation

Type de domiciliation	Nombre d'immatriculations en octobre 2004	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations en octobre 2004
Domiciliation commerciale (art. 26-1 du décret du 30 mai 1984)	122	30,05%
Domiciliation dans un local d'habitation (art.6 de la loi pour l'initiative économique du 1 ^{er} août 2003)	116	28,57%
Domiciliation dans un local commercial (art. L123-10 du code de commerce)	168	41,38%
Total	406	100%

4- L'activité de conseil aux entreprises gagne 4,4 points en octobre (au regard de septembre 2004)

L'activité de prestations de services et de conseils reste un secteur très prisé des nouveaux créateurs. Elle concerne 34,5% des entreprises en octobre. La SARL à libre capital semble bien adaptée à ce type d'activité qui ne nécessite pas obligatoirement un apport important de fonds au démarrage. Toujours en octobre, on notera une baisse du secteur de l'édition, production et imprimerie (10,5% des entreprises), qui perd 4,5 points par rapport à septembre 2004.

La finance (banques, assurances, organismes de placements, etc) est une activité émergente : comme en septembre, elle concerne 3,7% des nouvelles SARL à libre capital.

Tendances par secteur

	En hausse	En baisse
Services aux entreprises	+4,4 points	
Edition, production et imprimerie		-4,5 points
Restauration (rapide, traditionnelle, traiteurs, etc)	+1,7 points	
Immobilier		-1,6 points
Fabrication et réparation	+1 point	
Informatique		-0,6 point
Activités artistiques et spectacles	+0,6 point	
Commerce gros et détail		-0,5 point
Soins personnels		-0,5 point
Travaux de bâtiment	+0,3 point	
Activités financières	+0,2 point	

Répartition des immatriculations de SARL par secteur d'activité

Secteur d'activité	Pourcentage par rapport au nombre total d'immatriculations en octobre 2004
Prestations de services et conseils aux entreprises	34,41%
Commerce gros et détail (véhicule, alimentaire, etc.)	20,97%
Travaux de bâtiment	6,99%
Informatique (conseil en SI, édition & réalisation de logiciels, traitement et base de données et réparation de matériel)	6,72%
Immobilier (marchand de biens, location, promotion, agence et administration)	6,45%
Edition, production et imprimerie (livres et audiovisuel)	5,91%
Restauration (traditionnelle et rapide), boissons et traiteurs	5,11%
Fabrication et réparation (textile, peausserie, maroquinerie, pharmacie, meubles, automobiles, etc.)	4,03%
Activités financières (banques, organismes de crédit et de placement, etc.) et assurances	3,76%
Activités artistiques et spectacles	1,88%
Soins personnels	1,34%
Courrier et télécommunications	1,08%
Autres activités ³	1,34%
Total	100,00%

5. Quelle évolution pour les SARL à libre capital social, immatriculées depuis le 6 août 2003 ?

❖ *Quels sont les investissements réalisés par les nouveaux entrepreneurs ?*

En octobre, 9 entreprises ont obtenu un prêt bancaire pour acquérir un fonds de commerce ou réaliser des travaux d'agrandissement ou d'amélioration de leur local commercial, soit une entreprise de moins qu'en septembre. Ces investissements ont donné lieu à l'inscription de nantissements de fonds de commerce publiés au greffe. Depuis août 2004, le nombre de prêts consentis par les banques est en constante diminution.

Toujours en octobre, le montant moyen du prêt accordé s'élève à 58 000 €, soit trois fois moins qu'en septembre 2004.

Depuis le 6 août 2003, 3,2% des SARL à libre capital se sont vues accorder un prêt bancaire pour un montant cumulé de 19 570 000 € (soit un montant moyen de 133 115 €).

³ Transport, loisirs, location de matériel d'équipement, tourisme, recherche et développement, industrie alimentaire, pratique médicale, production d'électricité, gaz et eau, assainissement, voirie et gestion des déchets.

Autres investissements réalisés par les sarl à libre capital depuis le 6 août 2003:

- 23 entreprises ont acquis ou loué du matériel en crédit-bail, soit 0,5% des SARL à libre capital pour un montant moyen de 3 000 €.
- 1 clause de réserve de propriété ⁴ a été inscrite auprès du greffe pour un montant de 8 179 €.

Ces résultats tendent à mettre en évidence les difficultés rencontrées par ces nouveaux entrepreneurs pour obtenir des financements bancaires.

❖ Les nouveaux entrepreneurs sont-ils endettés fiscalement et socialement ?

En octobre, trois entreprises ont rencontré des difficultés à régler leurs cotisations sociales obligatoires auprès de l'Urssaf, pour un montant moyen de l'ordre de 2 500 €.

Depuis août 2003, 6 SARL doivent des cotisations à l'Urssaf pour un montant moyen de 2 000 €.

Aucune entreprise n'est pour l'instant endettée auprès du Trésor public.

❖ Ces nouvelles entreprises sont-elles pérennes ?

Deux indicateurs sont susceptibles de donner une appréciation des disparitions d'entreprises :

- Les radiations du Registre du commerce, qui peuvent être une opération effectuée par le dirigeant pour différents motifs tel que le déménagement dans un autre département par exemple ou une dissolution volontaire.
- Les jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires prononcés par les Juges du Tribunal de commerce de Paris.

✓ Radiations du Registre du commerce : elles doublent en octobre

En octobre 2004, 23 entreprises ont été radiées du Registre du commerce, soit deux fois plus qu'en septembre 2004. Cette augmentation trouve principalement sa source dans les dissolutions volontairement opérées par les dirigeants.

- 11 ont déménagé dans un autre département
- 9 dirigeants ont volontairement dissout leur société
- 3 ont été radiées pour diverses irrégularités administratives (non-production de pièces justificatives par exemple)

Depuis le 6 août 2003, 86 entreprises ont été radiées du Registre du commerce pour différents motifs, soit 1,87% des entités créées.

✓ Jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires : 9 décisions ont été prononcées par les Juges en octobre

Fait marquant en octobre : le Tribunal de commerce de Paris a prononcé la liquidation judiciaire de 9 entreprises. Ces SARL exerçaient des activités très diverses : commerce de détail, organisation de spectacles et de soirées, édition, production audiovisuelle, vente de services Internet, etc. 7 d'entre elles se sont constituées avec un capital social inférieur ou égal à 1 000€.

Par ailleurs, une seule entreprise potentiellement en difficulté a été détectée par le service de la Prévention.

Le taux de disparition des entreprises atteint 2,09% en octobre, en augmentation de +0,5% au regard du mois de septembre 2004.

⁴ Cette inscription déposée au greffe permet au propriétaire d'un bien d'être dispensé de faire reconnaître son droit de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaire lorsque le contrat portant sur ce bien a fait l'objet d'une publicité au greffe.